

«IL FAUDRA METTRE EN ŒUVRE LES DIRECTIVES SEPA!»

Jörg Auer, directeur de l'UBS, a marqué le trafic des paiements en Suisse pendant plusieurs décennies. A la fin d'une brillante carrière, il assume toute une série de fonctions importantes: vice-président du conseil d'administration de Swiss Interbank Clearing SA, président du Swiss Payments Council (SPC), président du CA de SECB Swiss Euro Clearing Bank, et ce n'est pas tout. Jörg Auer a également œuvré au niveau international, où il faisait partie du conseil d'administration de CLS Holding et de CLS Bank. Avant de prendre sa retraite, il accorde un entretien à ClearIT où il parle des défis qui guettent le trafic des paiements au niveau national et international.

ClearIT: M. Auer, les organes nationaux et internationaux dans lesquels vous avez travaillé sont tellement nombreux, que je ne sais presque pas par où commencer... Commençons par les organes nationaux. Vous présidez le Swiss Payments Council (SPC) depuis sa création en 2003. Quels sont les principaux chantiers stratégiques qui attendent votre successeur au SPC?

Jörg Auer: La principale tâche du SPC consiste à coordonner les forces en présence sur le secteur des paiements et des règlements en Suisse. A l'avenir, il y aura sans doute davantage de cas d'affaires. Pensez par exemple à la

«A moyen terme, il faudra faire avancer et accompagner la transition des messages FIN vers les messages XML.»

fonctionnalité cash des titres, ou aux instruments dérivés. Ces prochaines années, la liquidité sera très importante. A part cela, les régulateurs auront tendance à intervenir davantage. Je suis persuadé que le SPC gardera ses bonnes habitudes qui consistent à analyser les thèmes importants de façon nuancée et à prendre des décisions concertées, ce qui lui permettra de trouver des solutions valables, qui

répondent aux meilleurs intérêts de tous. Plus concrètement, le SPC aura à mettre en œuvre le SEPA et à adapter les systèmes et processus locaux tels que LSV+ à la nouvelle situation. A moyen terme, le SPC devra faire avancer et accompagner la transition des messages FIN vers les messages XML.

Pendant de longues années, vous faisiez partie du conseil d'administration de Swiss Interbank Clearing. Vous connaissez très bien les systèmes RTGS en Suisse. Quel est, selon vous, leur potentiel en termes de qualité, de prix et de services?

Je souhaiterais que SIC et euroSIC gardent leur ouverture, leur accessibilité au-delà des frontières. Ces systèmes, très efficaces, resteront sans doute avantageux au niveau des coûts, et je suis sûr qu'ils garderont leur excellente qualité, qui est tellement bien assurée que nous avons parfois l'impression que cela va de soi.

Passons maintenant au niveau international. A partir du 28 janvier 2008, les banques en Suisse – comme dans les autres pays européens – effectueront leurs premiers virements SEPA. Quel sera, selon vous, l'avenir du SEPA à long terme?



Jörg Auer: «L'adhésion au SEPA représente un engagement de taille: nous sommes obligés de nous conformer aux règles du SEPA.»

Tout d'abord, j'estime que l'intégration de la place financière suisse au SEPA est un grand succès, et je saisis l'occasion de féliciter tous ceux qui ont représenté la Suisse dans les organes internationaux de leur excellent

«J'estime que l'intégration de la place financière suisse au SEPA est un grand succès»

travail. Il nous reste à mettre en œuvre les directives SEPA, en l'espace de deux ans. C'est une tâche complexe, mais nous devons la réussir. Les banques bénéficieront de

programmes de formation ciblés, pour se familiariser avec leurs obligations et avec la documentation sur le SEPA.

Le SEPA représente un engagement important pour euroSIC: une fois la période transitoire écoulée, euroSIC sera obligé de respecter toutes les dispositions du SEPA. Grâce à euroSIC et son opérateur SECB, les banques suisses ont une excellente situation de départ: elles pourront effectuer des paiements en euros conformes au SEPA à un prix avantageux, et leur joignabilité est assurée. La conversion centralisée n'exige pas d'investissements substantiels en IT, puisque les normes du SEPA, IBAN et BIC, sont déjà devenues monnaie courante.

Pendant de longues années, vous siégez au CA de CLS-Services, ce qui vous a permis d'influencer l'évolution de ce système international de traitement des devises. Comment se présentera, à l'avenir, la coopération entre CLS et le trafic international des paiements?

Le système CLS a déclenché des modifications importantes dans les processus de règlement. Le traitement auprès des participants s'est amélioré grâce aux «Time Conditional Payments» et grâce à la centralisation des besoins en liquidité selon un réseau multilatéral. Ces mesures ont également permis de réduire les liquidités exigées.

CLS a des projets qui vont au-delà du simple règlement en monnaies étrangères. La société lancera une fonctionnalité «settlement» pour les produits dérivés des crédits,

«CLS deviendra progressivement un système de traitement pour tous les produits qui s'échangent sur un marché mondial.»

en coopération avec DTCC Credit Derivative Services. CLS quitte ainsi le terrain habituel d'affaire du traitement de devises. Grâce à cette fonction, les banques n'auront plus besoin de régler leurs transactions transfrontalières une à une: le solde des transactions se concentrera, pour chaque devise, dans la position CLS. Cette nouvelle méthode facilitera le règlement automatisé et réduira les besoins en liquidité de façon substantielle.

LES SUCCESEURS DE JÖRG AUER

- CA SECB Swiss Euro Clearing Bank GmbH – Michael Montoya (UBS)
- Président SPC – Othmar Fritschi (Raiffeisen) et Willi Hurni (UBS)
- CA Swiss Interbank Clearing SA – UBS propose W. Hurni, à l'attention de l'AG
- CA CLS – Hays Littlejohn (UBS), proposition à l'attention de l'AG, candidature déposée

Si ce modèle, qui sera lancé en printemps 2008, s'avère probant, il pourra s'appliquer à d'autres produits qui s'échangent sur un marché mondial, tels que les swaps de taux d'intérêts.

Pour l'instant, les banques centrales restent un peu méfiantes vis-à-vis de cette expansion du domaine d'activité de CLS, mais je suis persuadé qu'il sera possible de trouver des solutions respectant la prééminence des banques centrales en matière monétaire. A l'avenir, CLS deviendra progressivement un système de règlement pour tous les produits s'échangeant sur un marché globalisé.

Le sigle IPF (International Payments Framework) désigne une initiative visant à mettre en place un cadre international pour les paiements dans les différentes monnaies. Pourriez-vous nous en dire plus sur ce projet? Comment voyez-vous l'évolution future de cette initiative?

IPF se base sur le déploiement de nouveaux formats se basant sur la norme ISO 20022. Cette norme sera en vigueur à partir de 2008 pour l'Europe (à cause du SEPA) et à partir de 2009 aux Etats-Unis. Cette harmonisation permettrait de relier les systèmes EBA et US ACH, sans avoir besoin d'interposer une infrastructure IT. Les responsables sont en train d'examiner s'il est possible de mettre en place un organe de réglementation mondiale (rule body), un peu comme l'EPC. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise. Ce projet n'est pas pour demain: il ne se réalisera pas avant 2010. A moyen terme, cette initiative pourrait permettre d'augmenter à la fois l'efficacité et la sécurité des paiements internationaux, comme c'est le cas pour le SEPA. ■

Entretien: **Christian Schwinghammer**
Swiss Interbank Clearing SA
christian.schwinghammer@sic.ch

André Gsponer
Enterprise Services AG
andre.gsponer@eps-ag.ch